

dant cette période de transition. Ce n'est pas ce qui s'est passé, monsieur le Président. On a beaucoup parlé de tous les problèmes et de toutes les difficultés causés par la décision du gouvernement de prendre une mesure aussi rétrograde.

● (1730)

Dans le budget de la semaine dernière, on parle d'une augmentation d'impôt de 1.9 milliard de dollars, mais les particuliers devront payer 1.5 milliard de dollars et les entreprises seulement 380 millions de dollars. Peut-on parler de justice?

Le budget Mulroney-Wilson de l'année dernière prévoyait des réductions d'impôt pour les entreprises, mais des augmentations de 1 milliard de dollars pour l'année financière à venir, 1986-1987, pour les contribuables. Ensemble ces budgets prévoient au total une augmentation de l'impôt des particuliers de près de 30 milliards de dollars pour les années 1985-1986 à 1990-1991 inclusivement, alors que les sociétés devront, pendant cette période, subir une augmentation d'impôt à peine supérieure à 6 milliards de dollars. Est-ce juste? Les particuliers devront ainsi supporter des augmentations d'impôt cinq fois supérieures à celles des sociétés. Le ministre des Finances peut-il nous expliquer pourquoi les plus démunis font face à des augmentations d'impôt supérieures à celles que doivent subir les nantis? Peut-il nous expliquer plus particulièrement pourquoi les impôts de ceux touchant \$40,000 augmenteront de 5.4 p. 100 de 1985 à 1987, alors que ceux gagnant \$150,000 bénéficieront d'une réduction d'impôt de 1.4 p. 100? Comment peut-on expliquer une situation aussi insensée? Les Canadiens trouvent cela injuste.

Je m'oppose à ce projet de loi d'emprunt.

**M. Roland de Corneille (Eglinton-Lawrence):** Monsieur le Président, j'interviens à nouveau au sujet de ce projet de loi, cette fois pour parler de l'amendement. J'ai déjà dit à quel point j'étais déçu par la politique du gouvernement pour laquelle il nous demande en trois brefs paragraphes sur une page, de déboursier 22.6 milliards de dollars pour appliquer des programmes au sujet desquels les Canadiens ont perdu toutes leurs illusions.

A l'heure actuelle, je m'inquiète surtout du sort des jeunes dont bon nombre sont sans emploi et risquent fort de devenir une génération perdue.

A l'instar de la plupart des Canadiens, je suis fort déçu par les réponses répétitives que nous donnent les ministériels lorsqu'on leur demande ce qu'ils entendent faire pour résoudre l'affreux problème du chômage. Les conservateurs citent alors des chiffres montrant que, depuis un an, ils ont beaucoup amélioré la situation. En fait, ces chiffres pourraient faire croire que la situation s'améliore, ce qui devrait d'ailleurs être le cas, mais ce que les conservateurs oublient de dire, c'est que le taux de chômage est encore bien supérieur à ce qu'il était avant la récession.

Nous ne sommes pas encore revenus au taux d'emploi qui existait avant la récession. Au lieu de vanter ses réalisations qui sont dues à la reprise des marchés financiers aux États-Unis et à la reprise économique mondiale, au lieu de se féliciter pour la création d'emploi, le gouvernement devrait

### *Pouvoir d'emprunt—Loi*

avoir honte de la situation actuelle par rapport à celle qui précédait la récession.

De toute façon, les chômeurs se moquent bien des chiffres. Quand le gouvernement parle du million et demi de chômeurs et qu'il se vante toujours de ses succès en matière de création d'emplois, cela ne veut rien dire pour ce million et demi de personnes qui cherchent toujours du travail.

Il existe une autre question où le gouvernement a échoué et pour laquelle il devra rendre des comptes le moment venu, c'est la question du bénévolat. Dans le secteur bénévole, j'inclus les œuvres de bienfaisance et les organismes communautaires. Le gouvernement n'a rien fait pour ce secteur qui s'est révélé le meilleur créateur d'emplois au Canada, un secteur à forte concentration de main-d'œuvre, qui offre des services au moindre coût possible, des services que le gouvernement ne pourra jamais égaler, un secteur qui offre un emploi aux jeunes et mille façons de se rendre utiles.

Depuis quelques années, la proportion de contribuables et d'entreprises qui versent des cotisations aux œuvres de charité ne cesse de diminuer tout comme la valeur de leurs dons et la proportion des revenus qu'ils représentent. Depuis des années, les organisations nationales volontaires réclament de nouvelles incitations fiscales pour accroître les dons. Plus précisément, elles préconisent un programme qui offrirait un crédit d'impôt de 50 p. 100 pour les contributions aux œuvres de charité.

C'est ce qu'avait promis le ministre d'État à l'Immigration (M. McLean) avant l'élection de 1984. Quand il était dans l'opposition, le ministre avait fait croisade pour ainsi dire en faveur d'un tel programme.

Passons en revue quelques-unes de ses promesses. Il me serait difficile de toutes les énumérer, mais quand il était dans l'opposition, le ministre d'État chargé de l'Immigration, qui a aussi été secrétaire d'État, avait dit ceci:

Nous nous engageons à réaménager en profondeur le régime fiscal concernant les dons de charité en faveur d'un crédit d'impôt, lequel offrira un juste encouragement à tous les contribuables qui voudraient appuyer financièrement des œuvres de charité.

Il était donc entièrement en faveur de la proposition du donnant donnant. Or, nous savons bien que rien n'a été adopté sur ce plan-là lorsqu'il est devenu secrétaire d'État. Il a assuré également que c'était le secteur du bénévolat qui employait le plus de Canadiens à faible revenu et à revenu moyen. Il n'avait pas tort de signaler l'importance du bénévolat dans notre société.

Voilà donc ce qu'a déclaré le ministre d'État de l'Immigration devant des représentants d'organismes de bienfaisance:

Vous offrez aux plus démunis un moyen de faire la transition vers un emploi stable. Le bénévolat est une ressource inexploitée qui peut non seulement réduire nos dépenses publiques, mais créer des emplois du même coup.

Le ministre a prétendu que non seulement il y aurait plus d'emplois, mais que le secteur du bénévolat réduirait les dépenses publiques, deux objectifs du gouvernement, semblait-il.

Voici ce que le ministre a déclaré avant les élections en parlant des engagements du gouvernement en matière d'emploi et de compressions des dépenses publiques: